

## Edito

### La fin du marathon approche pour la nouvelle loi sur la formation professionnelle

Le projet de loi s'apprête à aborder la phase de procédure accélérée.

Le gouvernement a demandé aux parlementaires d'examiner les amendements en commission afin que les 2 chambres n'étudient qu'une seule fois le texte avant de le valider en le votant.

Si tout se passe bien, ce sera la 3<sup>ème</sup> semaine de septembre au Sénat.

### 4 grandes piliers à cette réforme

1. Confirmer et approfondir la réforme de 2003 en plongeant le DIF au cœur du dispositif
2. Réduire les inégalités d'accès à la formation. Un dispositif de qualification et de

requalification a été mis en place en faveur des salariés les moins qualifiés et les demandeurs d'emploi. A été reprise l'idée qu'une partie de l'argent collecté (jusqu'à 13%) remonterait dans un Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels afin d'être redistribué vers les organismes collecteurs sur la base de priorités définies nationalement

3. La gouvernance et le pilotage : la loi instaure l'idée d'une concertation entre les 3 principaux acteurs – état, régions et partenaires sociaux- afin d'établir des stratégies nationales et annuelles. Egalement un dispositif d'évaluation des pratiques menées par les financeurs.
4. Globalité des thèmes pour la première fois – formation, certification, GPEC, sécurisation des parcours professionnels, information et orientation professionnelle.

## Sommaire

Droit Individuel à la Formation	P 3
Période de Professionnalisation	P 4
Bilan de Compétences	P 5
Validation des Acquis de l'Expérience Congé Individuel de Formation	P 6
La formation professionnelle, un droit plus qu'un devoir	P 7

Fédération CGT Commerce Distribution et Services  
263, rue de Paris - Case 425  
93514 Montreuil Cedex  
email : fd.commerce.services@cgt.fr  
www.commerce.cgt.fr

### Echanges

Mensuel des syndiqués de la Fédération CGT  
Commerce Distribution et Services  
N° CP 06010 S 05629  
Directeur de publication : Valérie PRINGUEZ  
Alliages-CI - 01 41 98 37 97  
Dépôt légal : octobre 2009